

Until now the law has forbidden; agreements to was not equally protected in about one quarter of Canada's industry which dealt in services rather than articles. The law amended by Bill C-2 corrects this by bringing services, whether industrial, trade,

Under the act there has been active enforcement selling and telephone solicitation, for example,

pyramid sales or referral selling, and it did not

By extending the coverage of the Combines Inveswill have better protection against unfair

3. Resale Price Maintenance

by their suppliers were free to do so. It has been an important factor in opening up competition in distribution, but some loopholes have been discovered

Bill C-2 contains provisions to close those loona credit card service for retailers may not prevent any retailer from giving a discount for cash.

4. Small Business Protection

Canada's competition law. They are based on the principle that opportunity to enter the market should not be denied to efficient and innovative

allegedly restrictive practices. When it finds that are likely to occur, it can issue an order prohibiting the practices. An order could be issued, for example, where inability to obtain supply was rather than a shortage; where exclusive dealing or part of other suppliers: where territorial market restriction substantially lessened competition; or where consignment selling was used to avoid the

5. Protection Against Foreign Judgments, Laws and Directives, and Exclusionary Exercise of Market Power

do so in accordance with our laws. Sometimes.

for Canadian trade has been restricted by laws. enacted by a foreign country and imposed on trade efficiency or competition. The new provisions also enable the commission to protect a

6. Civil Damages

actual loss incurred plus full cost of his investigaexpected to be of particular value to small busi-

Cat. No.: RG52-5/1976



visant à réduire indûment la concurrence, les abusdu pouvoir de monopole et les fusions d'industries du secteur secondaire pouvant nuire aux intérêts du public. Auparavant, aucun contrôle ne portait sur la concurrence d'à peu près le quart de l'industrie canadienne, qui offrait des services plutôt que des produits. Mais, avec les modifications apportées par le projet de loi C-2, tous les services, qu'ils soient industriels, commerciaux, professionnels ou autres, se trouvent désormais réglementés.

Les dispositions de la Loi interdisant les comparaisons trompeuses des prix et les fausses indications l'expérience a démontré que ces dispositions ne portaient pas sur toutes les pratiques trompeuses. C'était par exemple le cas des déclarations fausses faites lors des ventes de porte à porte ou par téléphone, du fait qu'elles ne figuraient pas dans les réclames. De plus, les dispositions concernant

efficacité accrue, de veiller à ce que les consommateurs soient mieux renseignés en matière de marché et de garantir aux hommes d'affaires une meilleure protection contre la concurrence déloyale.

3. Maintien des prix de revente

Le texte législatif interdisant le maintien des prix de revente avait pour but de permettre aux détail lants et grossistes de vendre à un prix inférieur à celui conseillé par leur fournisseur, s'ils le désiraient. Cela a grandement contribué à libérer la concurrence dans le secteur de la distribution. mais certaines failles se sont révélées que les dispositions du projet de loi permettront de colmater. Ce dernier précise également que les émetteurs de cartes de crédit ne peuvent empêcher les détaillants d'accorder une réduction aux clients qui paient comptant.

4. Protection de la petite entreprise

Le projet de loi C-2 comprend un certain nombre de dispositions qui, jusqu'à présent, n'ont jamais fait partie du droit canadien de la concurrence. Elles reposent sur le principe que l'on ne saurait refuser aux entreprises efficaces et innovatrices l'occasion de se faire une place sur le marché uniquement à cause des pressions que les rivaux en place peuvent exercer du fait de leur position bien assise. Les nouvelles dispositions cherchent également à protéger les hommes d'affaires indépendants contre les entraves superflues que de gros fournisseurs peuvent poser à leur liberté de choix.

des pratiques restrictives du commerce de contrôler certaines pratiques présumées restrictives et de les interdire si elle constate qu'elles ont eu ou sont susceptibles d'avoir des résultats préjudiciables à la concurrence. Cela peut être le cas lorsqu'on s'apercoit qu'une certaine difficulté à s'approvisionner est due à une insuffisance de concurrence et non à une pénurie de produits: lorque les accords d'exclusivité et les ventes liées nuisent à la concurrence de facon marquée en entravant l'accès au marché des autres fournisseurs: lorsque les restrictions territoriales du marché diminuent appréciablement la concurrence: ou lorsque les ventes en consignation visent à contourner les dispositions de la Loi relative au maintien du prix de revente ou à la discrimination en matière de prix.

5. Protection contre les jugements. lois et directives de l'étranger et l'exercice du pouvoir de marché à des fins d'exclusion

Les sociétés étrangères faisant affaire au Canada doivent se conformer à nos lois. Toutefois, il arrive que la concurrence au Canada ou que les occasions de commercer soient entravées par des lois établies à l'étranger ou imposées à des filiales faisant affaire au Canada par l'entremise de leur société mère étrangère. Les nouvelles dispositions permettent à la Commission de rendre une ordonnance d'exécution des jugements ou lois étrangères susceptibles de nuire au commerce, à l'efficacité ou à la concurrence au Canada. La Commission peut également protéger une société canadienne qui aurait été privée d'approvisionnements en raison d'un concurrent.

6. Dommages au civil

Avant l'adoption du projet de loi C-2. la Loi ne permettait pas aux personnes avant subi des dommages à la suite du délit d'autrui de se faire indemniser. Désormais, quiconque subit des pertes ou dommages du fait d'une infraction à la Loi ou du non-respect d'une ordonnance de la Commission, peut intenter des poursuites et recevoir en dédommagement une somme égale à la perte réelle subie plus les frais judiciaires et d'enquête. Cette mesure devrait avantager particulièrement les petites entreprises ainsi que les consommateurs.



et Corporations Corporate Affairs

Nº. de réquisition: 54419-54162